

À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

**Femmes battues,
violées,
contraintes,
discriminées,
humiliées tous les jours,**

ça suffit !

Dans le monde,

Dans certains pays du monde, les femmes sont mariées de force, répudiées, excisées, battues, prostituées, victimes de crimes dits d'honneur, violées en temps de guerre, persécutées pour lesbianisme. Parfois ces faits sont perpétrés avec la bénédiction des Etats ou organisés par eux.

Nous sommes solidaires des femmes du monde entier victimes de violences.

En France, aussi.

. En France le « sexisme ordinaire » sévit tous les jours sur les murs de nos villes en montrant des femmes humiliées pour faire vendre des voitures ou du chocolat. Les violences, ça va de l'injure sexiste dans la rue au harcèlement sexuel au travail, au viol et au meurtre.

. En France, « patrie des droits de l'homme », une femme sur dix est victime de violences conjugales, une femme meurt tous les trois jours sous les coups, et rares sont celles dont la presse parle.

. En France, des femmes migrantes susceptibles d'avoir un titre de séjour comme conjointes de Français ou venues par le regroupement familial risquent de perdre le droit au séjour en cas de rupture conjugale pour violences au sein de leur couple. Ces femmes ont à affronter non seulement la violence de leur conjoint, mais aussi celle de l'Etat français qui, au lieu de les protéger, peut les expulser.

. En France, 11% des femmes, au cours de leur vie, ont subi une agression sexuelle. Deux viols sur trois ont lieu dans la famille, un viol sur deux se produit au sein d'un couple.

Ici, nos gouvernants doivent prendre leurs responsabilités en montrant leur détermination pour faire disparaître les violences faites aux femmes. Ceci ne peut se faire qu'**en mettant en place sans plus de délai la loi-cadre contre les violences sexistes que nous réclamons.**

En effet, seule une loi-cadre peut :

- prendre en compte toutes les formes de violences faites aux femmes à la maison, dans la rue, au travail
- créer, développer et centraliser les dispositifs de prévention, de protection, de répression, de soutien, solidarité et de recours judiciaires afin de les rendre visibles, efficaces et opérants.

C'est une affaire de volonté politique, l'Espagne l'a fait, nous pouvons le faire !!!!!

**Rassemblement
le samedi 24 novembre 2007 à 15 heures
Ministère de la Justice (angle Place Vendôme - rue de la Paix)**

Premiers Signataires : Collectif National pour les Droits des Femmes, ACTIT, ANEF Association des études féministes, APEL Association pour l'Égalité, Assemblée des Femmes, Assemblée des Femmes – Ile-de-France, ATF, CADAC, CFCV, Chiennes de Garde, Collectif Faty Koumba, Collectif féministe « Ruptures », Collectif féministe de solidarité avec Marina Petrella, Encore Féministes, Femmes en noir, Femmes libres de Radio Libertaire, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Femmes Solidaires, FSU, GRAF-M Groupe de Recherche et d'Action Féministe de Martinique, HES Homosexualité et Socialisme, La Meute, LCR, Les Verts, LIFD, Marche Mondiale des Femmes, MFPF, MFPF AD75, Mix-Cité, MJS, PCF, Pluri-Elles Algérie, PS, RAJFIRE, Réseau féministe « Ruptures », Union syndicale Solidaires.

**Pour tout contact : Collectif National pour les Droits des Femmes, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, 01 43 56 36 48
colcacac@club-internet.fr**